

## L'économie chinoise va-t-elle décoller ?

Les réformes mises en œuvre depuis 1979 ont profondément changé la situation économique de la Chine. Le dynamisme interne de ce pays, son ascension dans le commerce international (de la 29<sup>e</sup> place en 1978 à la 18<sup>e</sup> en 1984) ont remis à l'ordre du jour l'avènement d'une puissance jusqu'ici essentiellement potentielle. Gains de productivité agricole, exode rural : l'évolution actuelle annonce-t-elle un décollage durable ?

TABLEAU 1  
Le poids du nombre  
1983

	Chine	Points de comparaisons
Population		
• totale	1 019 millions	Inde : 733 millions
• en âge de travailler	635 millions	Inde : 409 millions
• active	460 millions	Inde : 244 millions, OCDE : 363 millions
PNB *	280 mds \$	Inde : 190 mds \$, Italie : 344 mds \$
PNB * par tête	300 \$	Inde : 260 \$
Commerce extérieur (exportations + importations)	50,7 mds \$	Inde : 27,8 mds \$, Espagne : 52 mds \$

Source : Banque mondiale  
\* aux taux de change courants.

Plus que l'accélération de la croissance (le rythme annuel ayant atteint 14 % pour le PNB en 1984), ce sont ses nouveaux ressorts qui suggèrent un décollage de l'économie chinoise.

La décollectivisation de l'exploitation des terres et les hausses de prix agricoles à la production décidées en 1979 ont eu un double effet d'impulsion :

- a) Un essor sans précédent des récoltes a levé l'obstacle à la modernisation que représentait une productivité agricole faible et déclinante depuis 20 ans ;
- b) un gonflement, lui aussi sans précédent, des revenus de 800 millions de ruraux a créé une forte demande de biens de consommation et d'équipement.

Comme en même temps l'Etat relâchait ses contrôles sur le reste de l'économie, et notamment sur la politique d'investissement et de salaires des entreprises industrielles ainsi que sur les circuits de commercialisation, l'accélération des productions sous la pression de la demande a rapidement gagné l'ensemble de l'économie.

1  
Un dynamisme  
proche  
de l'emballement

Dans l'agriculture, le dernier maillon du système autoritaire a disparu en 1985 avec la suppression des livraisons obligatoires. Dans l'industrie, le recul de la planification impérative a accru la marge de manœuvre des entreprises ; en ont surtout profité les entreprises coopératives, dont la gestion est plus souple et qui se taillent une part croissante de la production (1/4 en 1983). Dans les services, le négoce privé prolifère (15 millions de personnes, un septième du commerce de détail en 1985). Dans le financement des investissements, le rôle des subventions budgétaires s'estompe au profit de l'autofinancement et des crédits bancaires.

La décision du Comité central du Parti d'octobre 1984, puis le projet de plan pour 1986-1990 approuvé un an plus tard, confirment la volonté des dirigeants d'aller vers un système d'économie mixte. Cette transition ne s'effectue pas sans heurts : des pans entiers de l'ancien système subsistent et notamment une structure irrationnelle de prix, viciant à la base l'initiative des agents économiques ; surtout il devient évident que les instruments de régulation appelés à se substituer aux injonctions administratives sont loin de fonctionner harmonieusement.

La réorganisation du système bancaire n'a pas encore atteint son but, et l'envol des crédits depuis l'automne 1984 a au contraire conduit à un dangereux dérapage de l'activité économique jusqu'au printemps 1985. La progression des crédits (+ 36 % en 1984, + 43 % au premier semestre 1985) a ainsi autorisé les entreprises à accélérer leurs projets d'investissements et les hausses de salaires ; le déséquilibre entre l'offre et la demande de biens de consommation, d'équipements et de produits intermédiaires, a imposé une accélération des importations et creusé un déficit commercial.

TABLEAU 2  
La croissance en volume

Taux annuels en %	Moyenne 1979-1984	Plan 1986-1990
PNB	8,2	> 8
Agriculture	8,6	6
Industrie	9,2	7
PNB par tête	7,0	7
Commerce extérieur	14	7 à 8,5

Sources : Données officielles chinoises.

Cet emballement a, semble-t-il, été freiné dans la deuxième moitié de 1985. Le Plan 1986-1990 prévoit un rythme de croissance nettement en retrait par rapport à celui atteint ces deux dernières années (plus de 12 %). Le freinage prévu de la consommation des ménages, le gel des investissements décidé pour 1986-1987 symbolisent cette volonté de stabilisation (tableau 2). Cependant il est douteux que l'économie chinoise connaisse dans les années qui viennent une croissance équilibrée ; le plus vraisemblable est qu'elle s'accommode d'une politique de « stop and go ». Le discours nouveau des dirigeants et des économistes sur la « régulation macroéconomique » ne suffit pas à masquer le flou du cadre conceptuel et le manque d'administration compétente, ni à abolir les difficultés de cette conversion psychologique chez les agents économiques.

2  
Le problème  
de l'exode rural

Un des grands desseins des dirigeants pour les quinze prochaines années, et parmi les plus risqués, est de libérer le trop plein de main-d'œuvre qui encombre l'agriculture : ce secteur ne devrait occuper vers l'an 2000 qu'environ 36 % de la population active, contre 70 % actuellement. D'ici 1990 déjà, les experts chinois espèrent que 100 millions de paysans pourront trouver un emploi hors de l'agriculture. Sous la pression des progrès de productivité, les vannes de l'exode rural s'ouvrent. Les dirigeants comptent canaliser l'urbanisation vers les petites villes et les bourgs qui devraient accueillir 300 millions de personnes en l'an 2000 ; dans ces nouveaux pôles de la vie rurale doivent se développer, pour absorber l'afflux de main-d'œuvre, industries agro-alimentaires, activités de commerce, de transports, de stockage, services éducatifs et culturels, etc. C'est essentiellement sur des initiatives et des financements d'ordre individuel ou local, que devra reposer cette diversification des activités.

TABLEAU 3  
Changements prévus  
dans la répartition  
de l'emploi  
de 1983 à 2000

Population en millions	Evolution	An 2000
Population totale	+ 225	1 250
Population en âge de travailler	+ 210	845
Population active	+ 171	631
• dans l'agriculture	- 100	225
• dans les autres secteurs	+ 271	406

Source : Données officielles chinoises.

Etape inévitable de la stratégie de modernisation, cet exode rural et ces bouleversements structurels constituent une formidable force de déstabilisation sociale : la Chine pourra-t-elle contrôler l'émigration vers les grandes villes, éviter la paupérisation d'une partie de ces nouveaux urbains <sup>(1)</sup> ?

Le développement privilégié du secteur tertiaire répond aussi à la nécessité de créer des emplois aux moindres coûts pour les générations nombreuses qui arrivent en âge de travailler ; d'ores et déjà, la part de la population active employée dans le tertiaire est passée de 12 % à 16 % entre 1981 et 1984. En même temps, la Chine entreprend de rattraper le retard pris dans ce domaine, et qui se lit dans la part encore relativement faible des services dans le PNB (22 % contre 30 % dans les pays à revenu comparable).

3  
L'ouverture  
sous condition

Dans les derniers mois de 1985, les déséquilibres extérieurs paraissent s'être stabilisés à un niveau acceptable. Mais, auparavant, la dégradation rapide de la balance commerciale, la fonte des réserves de change, avaient mis en évidence la fragilité de la position extérieure de la Chine (tableau 4).

TABLEAU 4  
Comptes extérieurs

En milliards de dollars	1984	1985 - six mois
Solde commercial	- 1,7	- 6,5
• Etats-Unis	- 1,5	- 1,4
• Japon	- 2,9	- 3,8
• Hong-kong	+ 3,7	+ 0,8
• Autres pays d'Asie	+ 1,4	...
Revenus invisibles	+ 2,0	...
Dettes (fin de période)	5,0	...
Réserves (fin de période)		
• de change	14,4	10,8
• d'or*	4,0	...

Sources :  
— Statistiques douanières chinoises.  
— Fonds monétaire international.  
— Banque de Chine.

\* Au cours du marché.

Prudents dans ce domaine, les dirigeants prévoient pour les prochaines années une expansion des échanges extérieurs au même rythme que la croissance interne. En fait, tout dépendra de la capacité de la Chine à accroître ses revenus en devises ; pour soutenir les exportations, ils comptent à la fois sur le ralentissement de la demande interne, dont la pression en 1985 est tenue pour responsable de la stagnation des exportations, sur la priorité explicite aux industries manufacturières des régions côtières, et sur le développement de l'agro-alimentaire qui peut prendre la relève du textile ; l'essor du tourisme, les exportations de main-d'œuvre et de services complètent cette stratégie « tous azimuts ».

Les investissements directs demeurent l'autre moyen de satisfaire les immenses besoins de l'économie chinoise en équipements et en capitaux <sup>(2)</sup>. Dans ce domaine, les sources chinoises confirment la multiplication récente des sociétés mixtes : elles étaient 80 à la fin de 1982, 900 fin 1984, 1 600 en juin 1985, représentant un investissement étranger de 2,4 milliards de \$ ; à ce montant s'ajoutaient 8 milliards de \$ sous d'autres formes de coopération (sous-traitance, compensation).

Il ne sera pourtant pas facile à la Chine de trouver sa place dans le commerce mondial, et en particulier dans la zone Asie-Pacifique avec laquelle elle réalise les deux tiers de ses échanges : elle a rejoint le concert des nations qui dénoncent l'excédent commercial du Japon (son voisin qui est de loin son premier partenaire, omniprésent et apparemment « incontournable ») et le renforcement du

(1) Cf. P. Gentelle « Stratégie d'urbanisation et exode rural » (*Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 298, septembre 1985).

(2) Cf. M. Osborne « Les zones économiques spéciales chinoises » (*Economie prospective internationale*, n° 21, 1<sup>er</sup> trimestre 1985).

protectionnisme américain sur les marchés textiles la frappe de plein fouet. Elle compense certes ses déficits massifs avec ces deux partenaires par des excédents sur Hong-kong qui assure toujours son rôle d'intermédiaire (le transit fait la moitié des échanges) et son commerce est aussi largement excédentaire avec Singapour ; mais la Chine se profile plus comme concurrente que complémentaire des autres pays de l'Asean, et la progression rapide de ses échanges (indirects, via Hong-kong) avec Taïwan et la Corée du Sud la laisse largement déficitaire. Peut-être, dans les relations économiques extérieures aussi, l'heure est-elle à une certaine diversification, qui répondrait aux exigences d'ouverture équilibrée ? Le récent voyage du Premier ministre chinois en Amérique latine a été l'occasion de souligner des potentialités inexploitées de commerce. Dans cette logique, l'Europe a aussi une carte à jouer, d'autant que les priorités actuelles du développement chinois correspondent à certains de ses atouts technologiques (agro-alimentaire, industrie aéronautique et automobile, énergie).



La modernisation de l'économie chinoise qu'ont engagée les successeurs de Mao est riche de promesses et de périls. Au fur et à mesure qu'elles prennent de l'ampleur, les transformations du système et des structures économiques ne deviennent réversibles que difficilement, c'est-à-dire à des coûts économiques et sociaux élevés. Toutefois, elles sont également de nature à susciter des oppositions politiques et des disparités régionales. Pour l'avenir, on ne peut donc exclure ni une poursuite du mouvement engagé depuis 1979, ni un nouveau changement de cap.

*Vient de paraître*

## ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPII (\*)  
N° 23, 3<sup>e</sup> trimestre 1985, 108 pages

### Rédaction :

Centre  
d'études prospectives  
et d'informations  
internationales,  
9, rue Georges-Pitard,  
75015 Paris.  
Tél. 842-64-64

Rédacteur en chef :  
Gérard Lafay.

### Edition :

La Documentation française.  
Abonnement d'un an  
(8 numéros) : 160 F.  
Commande adressée à  
La Documentation française.  
124, rue Henri-Barbusse  
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception  
de la facture.

Directeur  
de la publication :  
Jean-Michel Charpin.

CPPP n° 1462 AD.  
Dépôt légal n° 1 375,  
4<sup>e</sup> trimestre 1985.

**Imp. Maugein - Tulle**

Imprimé en France.

EDITORIAL	Tentations américaines (J.-M. Charpin)
COMMERCE INTERNATIONAL	Les échanges internationaux des produits de haute technologie (E. Kremp et V. Larroumets)
INTERDEPENDANCE	Trois économies sud-européennes dans la CEE à douze : l'Italie, l'Espagne et le Portugal (J. Félix Ribeiro, E. Ferro Rodrigues, L. Gomes Fernandes, F. Pereira Ribeiro)
ECONOMIES NATIONALES	Politique économique et mutations industrielles au Portugal depuis 1974 (M. Guilherme da Costa et F. Freire de Sousa)
A PARTIR DE CHELEM	L'Allemagne entre son excédent industriel et son déficit d'invisibles (C. Herzog)
LU	Le Sud dans l'économie mondiale à travers les rapports des Nations Unies (M. Aglietta)

(\*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an (4 numéros) .....	235,00 F
• Prix au numéro .....	64,00 F